

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., et SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 83/2023

OBJET : COMMUNAUTÉ DES COMMUNES LAVALETTE TUDE DRONNE : RESTITUTION DE LA COMPÉTENCE VOIRIE

Rapporteur : Joël BONIFACE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles :

- L5211-17-1 créé par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- L5214-16 modifié par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

Vu les réunions communautaires en date des 29 juin 2023, 20, 21 et 22 septembre 2023 qui ont traité la thématique de la restitution de la compétence voirie ;

Vu la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées prospective en date du 19 octobre 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2016 portant fusion des Communautés de Communes « d'Horte et Lavalette » et « Tude et Dronne » faisant état de la création de la Communauté de communes Lavalette Tude Dronne,

Vu la délibération n° 2023_10_01 en date du 26 octobre 2023 portant approbation de la restitution de la compétence voirie aux communes membres de la Communauté de communes Lavalette Tude Dronne, approuvée et rendue exécutoire, ainsi que l'annexe de la présente délibération,

Après en avoir délibéré,
le Conseil municipal,
À 13 voix pour et 4 contre

- **APPROUVE** la restitution de la compétence de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie aux communes membres de la Communauté de communes Lavalette Tude Dronne.

- **APPROUVE** le principe de la neutralisation financière de cette compétence en neutralisant seulement le montant des attributions de compensation voirie 2023.
- **ACTE** que la Communauté des communes Lavalette Tude Dronne pourra pour les communes qui le souhaitent assurer gracieusement la maîtrise d'œuvre.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAI, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 84/2023

OBJET : CONVENTION DE TRANSFERTS ET D'ÉCHANGES DE DONNÉES RELATIVES À L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF AVEC LA CDC LAVALETTE TUDE DRONNE

Rapporteur : Joël BONIFACE

Vu la loi NOTRe modifiée par la loi du 3 août 2018 qui indique que les compétences eau et assainissement seront transférées des communes aux communautés de communes au plus tard le 1^{er} janvier 2026 ;

Considérant que, dans cette perspective, la CDC LTD en association avec Charente Eaux, va procéder à l'étude et à la préparation du transfert de ces compétences ;

Considérant la première phase de ce transfert consistant en un état des lieux de la situation actuelle des services d'assainissement collectif, il est demandé aux communes de partager les informations en leur possession indispensables à l'étude et qui serviront à la redéfinition du portage de la compétence assainissement au niveau communautaire ;

Il convient de signer la convention de transferts et d'échanges de données relatives à l'assainissement collectif avec la CDC LTD jointe à la présente ;

Après en avoir délibéré,
le Conseil municipal,
À l'unanimité

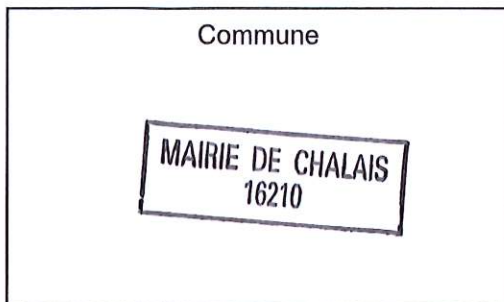
AUTORISE le Maire à signer la convention de transferts et d'échanges de données relatives à l'assainissement collectif avec la CDC LTD.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAI, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.



Envoyé en préfecture le 30/11/2023

Reçu en préfecture le 30/11/2023

Publié le 30/11/2023

ID : 016-211600739-20231120-DELIBE84_2023-DE



Convention de transferts et d'échanges de données relatives à l'assainissement collectif

ENTRE

La Communauté de Communes Lavalette Tude Dronne, représenté par son Président Monsieur Jean Yves AMBAUD, autorisé à cet effet par délibération datant du 16 Novembre 2023 du conseil communautaire.

ET

La Commune de CHALAIS....., représenté par son Maire ~~Madame/Monsieur~~
BONIFACE Joël....., autorisée à cet effet par délibération du conseil municipal du
27 novembre 2023.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

La loi NOTRE et la loi Ferrand ont prévu le transfert de la compétence Assainissement collectif aux EPCI au plus tard au 1^{er} janvier 2026. Dans cette perspective, au regard du nombre et de la variété des systèmes d'assainissement collectif et de leur mode de gestion sur les 13 communes concernées sur le territoire de la Cdc LTD, il y a lieu pour la communauté de communes d'anticiper cette prise de compétence et de la préparer avec les communes pour garantir une continuité et une qualité de service lors du transfert.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'autoriser et de réglementer le transfert de données entre les deux entités en ce qui concerne la compétence assainissement collectif. Ces données pourront être de nature technique, juridique, administrative ou financière.

Article 2 : Engagement des parties

La commune s'engage à transmettre les données sollicitées pour les besoins du transfert dans les meilleurs délais.

La commune autorise Charente Eaux à partager avec la communauté de communes les données acquises dans le cadre de ses missions d'AMO.

La commune autorise la communauté de communes à solliciter toutes données nécessaires à la préparation du transfert auprès de leurs prestataires, délégataires ...



La commune associe la communauté de communes à tout projet compter de la date de signature de la convention (invitation rendus ...)

Envoyé en préfecture le 30/11/2023

Reçu en préfecture le 30/11/2023

Publié le 30/11/2023

ID : 016-211600739-20231120-DELIBE84_2023-DE

La communauté de communes s'engage à spécifier de manière précise les données recherchées et le format. Elle pourra accompagner les communes dans l'acquisition de données qui pourraient se montrer nécessaires à la préparation du transfert.

La communauté de communes s'engage à respecter les règles de protections des données personnelles pour toutes données qui lui seront transmises par la commune.

Article 3 : Nature des données et support d'échange

Les informations collectées et échangées concernent les éléments ci-après et peuvent évoluer suivant les besoins de chaque structure sous réserve d'un accord préalable.

Les données seront prioritairement transmises sous format numérique. Si certaines données n'existaient pas sous ce format, la Communauté de Communes pourra accompagner la commune à en faire l'acquisition.

Il s'agit des informations suivantes :

- Nombre de branchements
- Longueur de réseau
- Postes de relevages
- Plan du réseau
- Fichiers d'abonnés
- Budget du service
- Contrat DSP et/ou conventions de prestations
- Organisation des régies municipales (agents affectés...)
- Règlement de service
- RPQS
- ...

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à la date de signature. Elle s'achèvera dès lors que le transfert sera effectif.

Fait en deux exemplaires

A Chalais le 30 novembre 2023.

Communauté de Communes

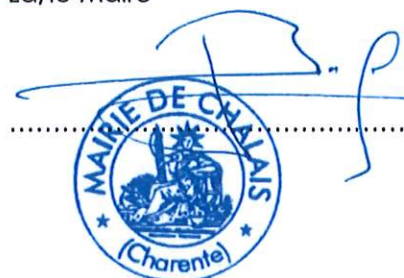
Commune de Chalais.....

Lavalette Tude Dronne

Le Président

Le Maire

Jean Yves AMBAUD



L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., et SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 85/2023

OBJET : DÉSIGNATION DU COLLÈGE DES RÉFÉRENTS DÉONTOLOGUE POUR LES ÉLUS LOCAUX

Rapporteur : Jean-Marie LEMOINE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1111-1-1 et R.1111-1- A à R.1111-1-D ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat ;

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et notamment l'article 218 ;

Vu le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu la délibération n°2023-37 du 30 octobre 2023 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Charente relative à la mutualisation du référent déontologue de l'élu local avec les collectivités et établissements publics de la Charente affiliés qui le souhaitent ;

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local ;

Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L. 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ;

Considérant que les missions de référent déontologue peuvent être assurées par un collège, composé de personnes n'exerçant, au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées, aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant l'accord des personnes désignées, membres du collège ;

Le Maire propose de désigner, en qualité de membres du collège des référents déontologues des élus, les personnes qualifiées mentionnées ci-après, et de mettre en place les modalités de fonctionnement suivantes.

Article 1 : Désignation des membres du collège des référents déontologues des élus

Le collège des référents déontologues des élus locaux est composé de :

- Monsieur Pierre LARROUMEC, Président honoraire du corps des magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel ;
- Monsieur Alain PARIENTE, professeur d'université en droit public.

Ils sont nommés jusqu'à l'expiration du mandat en cours. Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de leurs missions.

À la demande de chaque référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Article 2 : Modalités de saisine du collège

Tout élu local de la collectivité pourra saisir le collège des référents déontologues des élus.

La saisine du collège doit être effectuée par voie postale ou par courrier électronique avec la mention « Confidentiel ».

Une adresse mail sécurisée au bénéfice des référents déontologues sera communiquée par le Centre de Gestion de la FPT de la Charente.

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue saisi qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Article 3 : Modalités de délivrance du conseil

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. À cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Article 4 : Rémunération des membres du collège des référents déontologues

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

Cette indemnité sera prise en charge par le Centre de Gestion de la Charente.

Des frais éventuels de transport et d'hébergement pourront également être pris en charge par le Centre de Gestion en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Article 5 : Obligations du référent déontologue local

Le référent déontologue élu local est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que les articles 226-13 et 14 du Code pénal.

Article 6 : Indépendance et impartialité du référent déontologue

La fonction de référent élus locaux est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l'exercice de ses fonctions, les référents déontologues élus locaux ne peut solliciter ni recevoir d'injonctions de la direction générale ou de l'autorité territoriale.

Après en avoir délibéré,
le Conseil municipal,
À l'unanimité

Envoyé en préfecture le 30/11/2023

Reçu en préfecture le 30/11/2023

Publié le 30/11/2023

ID : 016-211600739-20231127-DELIB85_2023-DE



APPROUVE la désignation des personnes qualifiées en qualité de membres du collège des référents déontologues des élus, et les modalités de fonctionnement susmentionnées.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., et SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 86/2023

OBJET : PRÉSENTATION DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE (RSU) 2022 DE CHALAIS

Rapporteur : Joël BONIFACE

Vu le Rapport Social Unique 2022 de la commune de Chalais reçu le 1^{er} septembre dernier suite à la validation du Comité Social Territorial (Comité technique) ;

Rappel de l'objectif du RSU

- C'est une base quantitative et qualitative pour les Lignes Directrices de Gestion
- Une obligation légale
- Un outil de dialogue social
- Une photographie des Ressources Humaines qui permet d'appréhender les différents aspects de la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi, des Effectifs et des Compétences (GPEEC).

Le rapport social unique de Chalais a été communiqué aux membres du Conseil Municipal avec la note de synthèse.

Monsieur le Maire rappelle que ce Rapport Social Unique doit être présenté à l'assemblée délibérante.

Le Conseil Municipal **PREND ACTE** du Rapport Social Unique 2022 de la commune qui lui a été présenté.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., et SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 87/2023

OBJET : COMPTABILITÉ : BUDGET PRINCIPAL – ADMISSIONS EN NON-VALEUR 2023

Rapporteur : Joël BONIFACE

Monsieur le Maire expose qu'à la demande du Trésor Public, il est proposé au Conseil Municipal d'admettre en non-valeur plusieurs créances pour « poursuite sans effet » ou « reste à recouvrer inférieur seuil poursuite » :

- 2 titres de 2013 (cantine) pour 229,50 €
- 13 titres de 2014 (cantine) pour 357 €
- 9 titres de 2015 (cantine) pour 229,50 €
- 1 titre de 2020 (remboursement du préjudice pour les tags sur la façade de la mairie et le panneau d'affichage) pour 1 020€
- 2 titres de 2021 (loyers) pour 69 €
- 7 titres de 2021 (loyers et charges) pour 1 301,91 €

TOTAL : 3 206,91 €

L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire. Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante et la décharge prononcée par le juge des comptes ne mettent pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise par ces autorités n'éteint pas la dette du redevable.

Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

En cas de refus d'admettre la non-valeur, l'assemblée doit motiver sa décision et préciser au comptable les moyens de recouvrement qu'elle souhaite qu'il mette en œuvre.

L'irrecouvrabilité peut trouver son origine :

- dans la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers...)

- dans le refus de l'ordonnateur d'autoriser les poursuites (le défaut d'autorisation est assimilé à un refus). L'article R.1617-24 du CGCT dispose que « l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes, selon les modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet. Le refus d'autorisation ou l'absence de réponse dans le délai d'un mois justifie la présentation en non valeurs des créances dont le recouvrement n'a pu être obtenu à l'amiable ».

- dans l'échec des tentatives de recouvrement. Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il s'agit notamment :

- du prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article 643-11 du Code du Commerce) ;
- du prononcé de la décision du Juge du Tribunal d'Instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (article L.332-5 du Code de la Consommation) ;
- du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (article L.332-9 du Code de la Consommation).

Au vu de la liste des créances à recouvrer, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de n'admettre en non-valeur que les dettes de cantine datant de 2013 à 2015, pour un montant total de **816 euros**, considérant que les voies de recours pour obtenir le paiement des autres créances n'ont pas été épuisées, celles-ci ne datant que des années 2020 et 2021.

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
A l'unanimité

ACCEPTE d'admettre en non-valeur les créances pour les dettes de cantine de 2013 à 2015 dont le montant total s'élève à 816 €.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE À CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.



L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., et SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 88/2023

OBJET : COMPTABILITÉ : BUDGET PRINCIPAL - DÉCISION MODIFICATIVE N° 5 (admissions en non-valeurs 2023 ; charges de personnel suite application de la GIPA ; amortissements au prorata temporis ; frais d'étude travaux mairie ; mandatement dur service IADS)

Rapporteur : Joël BONIFACE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

1/ Les admissions en non-valeur 2023 sont acceptées pour les dettes de cantine portant sur les années 2013 à 2015 et pour un montant de 816.00€.

Pour mandater ces admissions en non-valeur 2023, il y a lieu d'ouvrir les crédits suivants :

COMPTE	INTITULÉ	DÉPENSES	RECETTES
6541	Créances admises en non-valeur	1 000.00	
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants		1 000.00

2/ Le passage à la norme comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 impose des **amortissements au prorata temporis**. Cela signifie que l'amortissement des biens acquis en 2023 doit commencer en 2023.

Les montants de ces amortissements ne pouvaient donc être connus lors de l'élaboration du budget et c'est pourquoi il y a lieu d'ouvrir les crédits comme suit :

COMPTE	INTITULÉ	DÉPENSES	RECETTES
777 chap. 042	Recettes et quote-part des subventions d'investissement		110.00
6811 chap.042	Dotations aux amortissements des immobilisations	4 641.00	



023	Virement à la section d'investissement	-4 531.00	
021	Virement de la section de fonctionnement		-4 531.00
139151 chap. 040	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables	110.00	
28041512 chap. 040	Amortissements des immobilisations GFP de rattachement		252.00
281351 chap. 040	Amortissements des immobilisations bâtiments publics		3 207.00
281838 chap. 040	Amortissements des immobilisations autres matérielles informatiques		707.00
281848 chap. 040	Amortissements des immobilisations autres matériels de bureau et mobiliers		111.00
28188 chap. 040	Amortissements des immobilisations autres		364.00

3/ Les frais d'étude pour la rénovation thermique de la mairie et la médiathèque sont comptabilisés au compte 2031. Comme ils sont suivis de travaux, il y a lieu de les intégrer au compte de ces travaux afin de pouvoir les amortir et récupérer le FCTVA.

Pour intégrer les frais d'étude de la rénovation thermique de la mairie et la médiathèque, d'un montant de 39 752,89 € au compte de travaux, il y a lieu d'ouvrir les crédits nécessaires comme suit :

COMPTE	INTITULÉ	DÉPENSES	RECETTES
2031 chap. 041	Frais d'étude – Opérations patrimoniales		40 000.00
2135 chap. 041	Installations générales – Opérations patrimoniales	40 000.00	

4/ Le dispositif de la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) qui est obligatoire, est reconduit pour l'année 2023.

La nouvelle période de référence à prendre en compte se situe entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2022, le taux d'inflation durant la période est de + 8.19 %.

Elle se calcule donc de la manière suivante :

Traitement brut annuel 2018 X (1+8.19%) - Traitement brut annuel 2022

Plusieurs agents communaux étant concernés par le versement de cette prime cette année, il y a donc lieu d'ouvrir les crédits comme suit :

COMPTE	INTITULÉ	DÉPENSES	RECETTES
605	Achat non stockées de matières et fournitures	-7 000.00 €	
64118	Autres indemnités	7 000.00 €	

5/ À la demande du Service Gestionnaire Comptable de Barbezieux, il nous est demandé de re-mandater le **service IADS** de la Communauté de Communes au compte 6216 (personnel extérieur au service - personnel affecté par le GFP de rattachement), qui est un compte du chapitre 012 CHARGES DE PERSONNELS.

Cette dépense était initialement mandatée au compte 62878 (remboursement de frais de frais à des tiers) au chapitre 011 CHARGES GÉNÉRALES.

Il y a donc lieu d'ouvrir les crédits suivants :

COMPTE	INTITULÉ	DÉPENSES	RECETTES
605	Achat non stockées de matières et fournitures	-12 100.00	
6216	Autres indemnités	12 100.00	

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal
À l'unanimité

ACCEPTE la décision budgétaire modificative n° 5 telle que définie ci-dessus.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE À CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., et SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 89/2023

OBJET : PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTI-ACTIVITÉS

Rapporteur : Jean-Pierre BERTRAND

Vu les demandes récurrentes de l'amicale laïque, section tennis de table, d'obtenir un espace de jeux adapté à cette activité et plus important du fait du nombre d'adhérents au club qui ne cesse de croître d'année en année,

Vu la nécessité de désengorger la salle omnisports et la salle des fêtes et de répondre aux besoins non satisfaits des clubs de football, tennis et de pétanque,

Considérant le travail fourni par le CAUE 16 en mai 2022 pour envisager une restructuration d'ensemble des équipements sportifs communaux sur la plaine sportive Route de Médillac,

Vu la concertation faite avec les dirigeants de la section tennis de table de Chalais-Montmoreau (TTCM),

Il s'avère que les élus ont décidé de satisfaire à ce besoin par la construction d'une salle multi-activités.

Le cabinet NEYRAT-MICHELET d'Angoulême a fait une proposition d'honoraires pour la réalisation d'une étude de faisabilité et d'un diagnostic paysager avec établissement d'un schéma directeur dont le montant s'élève à **12 666 euros T.T.C.**

Une fiche financière a également été établie par le cabinet NEYRAT-MICHELET d'Angoulême pour la construction d'une salle neuve d'une surface totale de 968 m² environ, composée comme suit :

- Une salle de compétition de tennis de table de 650m²
- Une salle de réunion pour le football de 56m²
- Une salle de réunion pour le tennis de table de 30m²
- Des vestiaires et sanitaires pour le football : 80m²
- Un boulodrome de 60m²
- Une salle de réunion pétanque de 20m²
- Une salle de réunion pour le tennis de 36m²
- Des vestiaires et sanitaires pour le tennis : 18m²
- Un rangement de tables de 11m²

et des réseaux et aménagements extérieurs avec aménagements paysager et des parkings.

Le montant prévisionnel des travaux de construction et d'aménagements
1 548 000 euros H.T. et les honoraires de maîtrise d'œuvre à 185 820 euros H.T.
2 080 584 euros T.T.C.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'approuver le lancement d'un projet d'étude de faisabilité pour la construction d'une salle multi-activités à l'emplacement de la plaine de sport Route de Médillac et d'un diagnostic paysager avec établissement d'un schéma directeur, tel que présenté ci-dessus.
- D'approuver le projet de construction d'une salle multi-activités à l'emplacement de la plaine de sport Route de Médillac tel que présenté ci-dessus.
- D'approuver le coût prévisionnel de l'étude de faisabilité d'un montant de **12 666 € T.T.C.**
- D'approuver le coût prévisionnel des travaux de construction, d'aménagements immédiats de la salle et d'honoraires de maîtrise d'œuvre pour un montant total de **2 080 584 € T.T.C.**
- D'approuver le plan de financement faisant apparaître les participations financières de l'État au titre de la DETR, du Département de la Charente, de l'autofinancement et de 20 % de dépenses imprévues portant le total des dépenses et des recettes à **2 511 900 € T.T.C.**
- De demander une subvention à l'État dans le cadre de la DETR 2024 à hauteur de 50% du montant hors taxe, pour la réalisation de cette opération soit 1 255 950 €.
- De demander au département de la Charente une subvention de 31 500 € H.T. pour la réalisation de cette opération.
- De solliciter une dérogation pour la réalisation de l'étude de faisabilité de ces travaux avant l'obtention des subventions.
- D'autoriser Monsieur le Maire à faire les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

PLAN DE FINANCEMENT

DÉPENSES :

- Étude de faisabilité pour la construction d'une salle multi-activités	10 555 € H.T.
- Travaux de construction d'une salle neuve	1 452 000 € H.T.
- Aménagements extérieurs	96 000 € H.T.
- Honoraires maîtrise d'œuvre	185 820 € H.T.
- Divers imprévus (20%)	348 875 € H.T.
- Total dépenses H.T.	2 093 250 € H.T.
- TVA sur dépenses (20%)	418 650 €

TOTAL DÉPENSES : 2 511 900 € T.T.C.

RECETTES ESCOMPTÉES :

► Subvention DETR 2024 (50%) :	1 046 625 €
► Subvention du département (45% d'un plafond de 70 000 €)	31 500,00 €
► Autofinancement communal TVA incluse	1 433 775 €

TOTAL RECETTES : 2 511 900 € T.T.C.

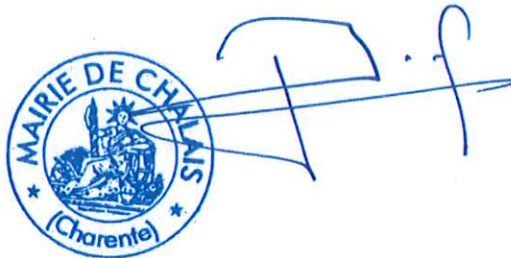
Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
À 13 voix pour et 4 abstentions

- **APPROUVE** le lancement d'un projet d'étude de faisabilité pour la construction d'une salle multi-activités à l'emplacement de la plaine de sport Route de Médillac et d'un diagnostic paysager avec établissement d'un schéma directeur, tel que présenté ci-dessus.
- **APPROUVE** le projet de construction d'une salle multi-activités à l'emplacement de la plaine de sport Route de Médillac tel que présenté ci-dessus.

- **APPROUVE** le coût prévisionnel de l'étude de faisabilité d'un montant de 12
- **APPROUVE** le coût prévisionnel des travaux de construction, d'aménagement d'honoraires de maîtrise d'œuvre pour un montant total de **2 080 584 € T.T.C.**
- **APPROUVE** le plan de financement faisant apparaître les participations financières de l'État au titre de la DETR, du Département de la Charente, de l'autofinancement et de 20 % de dépenses imprévues portant le total des dépenses et des recettes à **2 511 900 € T.T.C.**
- **AUTORISE** le Maire à demander une subvention à l'État dans le cadre de la DETR 2024 à hauteur de 50% du montant hors taxe, pour la réalisation de cette opération soit 1 255 950 €.
- **AUTORISE** le Maire à demander au département de la Charente une subvention de 31 500 € H.T. pour la réalisation de cette opération.
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une dérogation pour la réalisation de l'étude de faisabilité de ces travaux avant l'obtention des subventions.
- **AUTORISE** le Maire à faire les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 90/2023

OBJET : POLITIQUE PAYSAGÈRE POUR LA COMMUNE

Rapporteur : JérémY BOUDEAU

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la commune doit être accompagnée par le CAUE 16 pour mener à bien une politique paysagère.

Les élus souhaitent en effet changer l'image de "ville triste" qu'en ont ses habitants et axer son projet politique autour d'une véritable démarche globale de paysage.

Face aux enjeux climatiques et pour améliorer le cadre de vie de ses habitants la commune souhaite végétaliser, créer des îlots de fraîcheur et apaiser son bourg de façon stratégique.

Pour cela, un groupe de travail composé d'élus et de représentants des associations et de la population a été créé en vue de travailler sur des ateliers.

Après plusieurs ateliers réalisés, les priorités de réalisations des actions sont les suivantes :

- ▶ Valoriser et sécuriser les circulations piétonnes dans le centre ville
- ▶ Valoriser les itinéraires piétons dans les espaces naturels
- ▶ Végétalisation des maisons et des espaces publics
- ▶ Mobiliser la population : jeunes scolaires, habitants
- ▶ Plus de moyens pour l'entretien
- ▶ Planter des arbres
- ▶ Mettre en valeur les sites patrimoniaux

Après le remarquable travail effectué par le personnel du CAUE 16, les conseillers municipaux doivent donc se prononcer selon leurs besoins s'ils souhaitent :

- Aller vers un « plan paysage » réalisé par un prestataire ?
- Aller vers un « plan de gestion différencié » réalisé par un prestataire ?
- Réaliser une feuille de route en régie ?
- Réaliser un « plan de référence sur un site spécifique, ayant valeur de test en vue d'une approche ultérieure de plan paysage » ?

Le choix des élus se porte en faveur d'un « plan de référence sur un site spécifique » qui est l'espace du complexe sportif et du parc le long de la Tude.

Ce plan de référence sur un site spécifique permettrait de répondre à la demande d'aménagement des abords de la future salle multi-activités située sur la plaine sportive Route de Médillac et d'anticiper les futurs aménagements du site.

Par ailleurs, ce schéma directeur pourrait avoir une valeur de "test" en vue d'une approche ultérieure de stratégie paysagère à l'échelle communale par exemple.

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
À 13 voix pour et 4 abstentions

APPROUVE le choix de la réalisation d'un « plan de référence sur un site spécifique, ayant valeur de test en vue d'une approche ultérieure de plan paysage ».

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**Bilan de la saison de chauffe 2022/2023 :**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAI, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 91/2023**OBJET : CHARGES LOCATIVES AU CHAUFFAGE BOIS**

Rapporteur : Jean-Pierre BERTRAND

La commune facture aux utilisateurs du chauffage bois, les kilowatts-heure consommés et l'entretien de la chaudière bois/fioul.

Bilan de la saison de chauffe 2022/2023 :

Combustibles	Quantité	Coût (en €)	Consommation totale utilisateurs en kWh	Taux de couverture	Coût total en € T.T.C.
Bois (en tonne)	135,24	20 130,00	446 292	86,52 %	20 130,00
Fioul (en litre)	6909	8 123,37	59 504,54	13,48 %	8 123,37
			515 796,54	100 %	28 253,37
Autres dépenses investissement et fonctionnement					26 140,02
TOTAL DÉPENSES					54 393,39

Considérant que le prix de 0,15€/kWh facturé en 2022/2023, ne couvrait pas les charges de bois, celles de fioul et celles de fonctionnement cumulées ;

Vu que le fioul est et sera très utilisé cette année en raison de la panne de la chaufferie bois,

Vu que cette consommation de fioul risque d'être démesurée : pour exemple, du 30 octobre au 21 novembre dernier, ce n'est pas moins de 6 225 litres de fioul qui ont été consommés sur la chaufferie soit un équivalent en coût de 7 763,91 euros ;

Le maire propose à l'assemblée une augmentation de 0,03 € du kWh par rapport à l'année passée d'où un prix de 0,18 €/kWh pour le chauffage bois afin de compenser les coûts, sachant que les logements concernés par ces augmentations percevront des aides à l'énergie visant à couvrir ces dépenses supplémentaires.



Une nouvelle étude et les tarifs seront révisés si les coûts des fournitures venaient à évoluer à la hausse comme à la baisse.

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
À l'unanimité

APPROUVE l'augmentation de 0,03 € du kWh par rapport à 2022, ce qui porte le prix du chauffage bois à **0,18€** par kilowatt-heure.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.



L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 92/2023

OBJET : DÉROGATION AU REPOS DU DIMANCHE DES COMMERCES DE DÉTAIL POUR 2023

Rapporteur : Jean-Pierre BERTRAND

Le Directeur Régional de l'enseigne LIDL a sollicité le maire en vue d'obtenir une autorisation d'ouverture pour 5 dimanches du mois de décembre 2024.

Depuis la loi du 6 août 2015, les 5 premiers dimanches prévus pour l'ouverture des magasins « demeurent à la main du maire » et l'avis du Conseil Communautaire de l'Établissement Public de Coopération Intercommunal dont la Commune n'est donc pas sollicité.

L'avis des organisations d'employeurs et de salariés a en revanche été sollicité au niveau départemental conformément à la réglementation en vigueur. A ce jour, nous n'avons obtenu qu'une réponse favorable de la part de l'Union Patronale de la Charente.

La dérogation octroyée par le Maire bénéficiant à l'ensemble des commerces de la même branche professionnelle, il a été demandé à la direction de l'autre supermarché de Chalais si elle souhaitait présenter une demande de dérogation de son côté. Nous sommes à ce jour sans réponse.

Un commerce pouvant ouvrir sans dérogation (si seul le gérant assure l'ouverture dominicale), il convient de tenir compte du fait que de nombreux petits commerces de Chalais utilisent cette possibilité en sachant que les supermarchés ne sont pas ouverts le dimanche toute la journée.

Enfin, il est rappelé que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche. En l'occurrence, il a été demandé au Directeur Régional de LIDL l'avis de son Comité d'Entreprise.

Vu l'exposé ;

Considérant que le seul avis reçu des organismes consultés est favorable à la requête du magasin LIDL ;

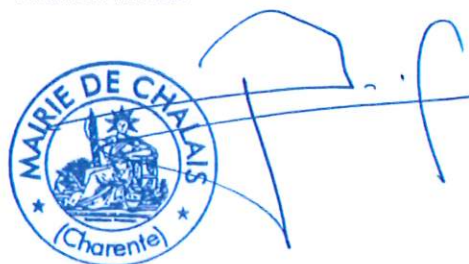
Il est proposé de donner une suite favorable pour les cinq dimanches de décembre 2024.

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
À l'unanimité

APPROUVE la dérogation au repos du dimanche des commerces de détail pour les dimanches du mois de décembre 2024.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 93/2023

OBJET : ASSAINISSEMENT : TARIFICATION COMMUNALE ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2024

Rapporteur : Jean MELNYK

Le conseil municipal doit communiquer à la SAUR le montant de la taxe que la collectivité peut appliquer sur les factures d'assainissement pour 2024.

Actuellement l'assainissement est facturé ainsi :

- Part fixe : 16.75 € HT
- Part variable : 0.85 € HT/m³

Cette taxe génère une recette communale de 69 204,57 € HT sur la base de 62 919 m³ d'eau et 871 abonnés (données 2022).

Vu l'avis de la commission finances qui s'est réunie le 23 novembre 2023 ;

Considérant l'augmentation globale des coûts, le Maire propose à l'assemblée de voter une augmentation de 3 % minimum du prix de la part fixe et du prix au m³.

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
À l'unanimité

DÉCIDE une augmentation de 3 % du prix de la part fixe et du prix au m³, soit 0,90 €/m³ H.T. la part variable et 17,61 € H.T. la part fixe.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAI, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 94/2023

OBJET : ASSAINISSEMENT : APPROBATION DU COMPTE D'AFFERMAGE ASSAINISSEMENT ANNÉE 2022

Rapporteur : Joël BONIFACE

Vu le compte d'affermage 2022 de la SAUR pour l'assainissement collectif de la commune ;

Vu les vérifications effectuées par la société Charente-Eaux concernant les irrécouvrables qui remontent jusqu'en 2016 ;

Il est proposé à l'assemblée d'admettre en irrécouvrables les dettes antérieures au 1^{er} janvier 2020, pour la somme de 5 121 euros, relatives aux exercices des années 2016 à 2019 incluses, ce qui libèrera la SAUR de son obligation de recouvrement.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
À l'unanimité

- **APPROUVE** les irrécouvrables du compte d'affermage 2022 de la SAUR pour le service de l'assainissement collectif pour les années 2016 à 2019 incluses.
- **AUTORISE** d'admettre en irrécouvrable la somme de **5 121 euros** relatifs aux exercices cités ci-dessus.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAI, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt sept du mois de novembre, à dix huit heures, en application des articles L.2121-10, et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis dans la salle des mariages de la mairie, en séance publique, les membres du Conseil Municipal de la commune de CHALAIS, sous la présidence de Monsieur Joël BONIFACE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Présents : 11

Votants : 17

Date de convocation : 23/11/2023

Présents : BONIFACE J., MARCELIN G., BEAU A., BERTRAND J.P., LEMOINE J.M., MELNYK J., BONNIN J., MAYOUX S., BOUDEAU J., MAURY J.C. et NADAL S.

Absents/Excusés : MARCELIN E., DURAND D., MICHAUD J.P., BICREL L., NEVEU J., BLANCHET J., SAINT-LOUPT M.

Pouvoirs : MARCELIN E. à MARCELIN G., DURAND D. à BEAU A., MICHAUD J.P. à BONNIN J., BICREL L. à MAYOUX S., BLANCHET J. à NADAL S. et SAINT-LOUPT M. à MAURY J.C.

Madame MAYOUX Sonia a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

Délibération : 95/2023

OBJET : ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (RPQS AC) 2022

Rapporteur : Jean MELNYK

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Après présentation de ce rapport,

Le Conseil Municipal
Vu l'article L.2121-21 du C.G.C.T.
À l'unanimité

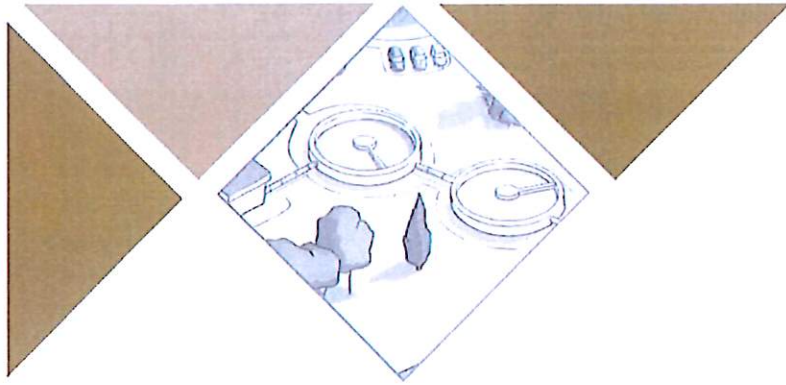
ADOpte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la commune de Chalais 2022. Ce-dernier sera transmis aux services préfectoraux en même temps que la présente délibération.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE A CHALAIS, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire
Joël BONIFACE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.



RAPPORT ANNUEL

PRIX & QUALITE

DU SERVICE PUBLIC

Assainissement collectif

Commune de CHALAIS

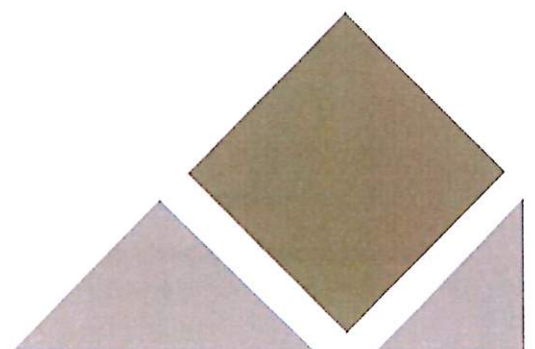
Exercice 2022

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2022 présenté conformément à l'article L.2224 5 du code général des collectivités territoriales.

Document établi par



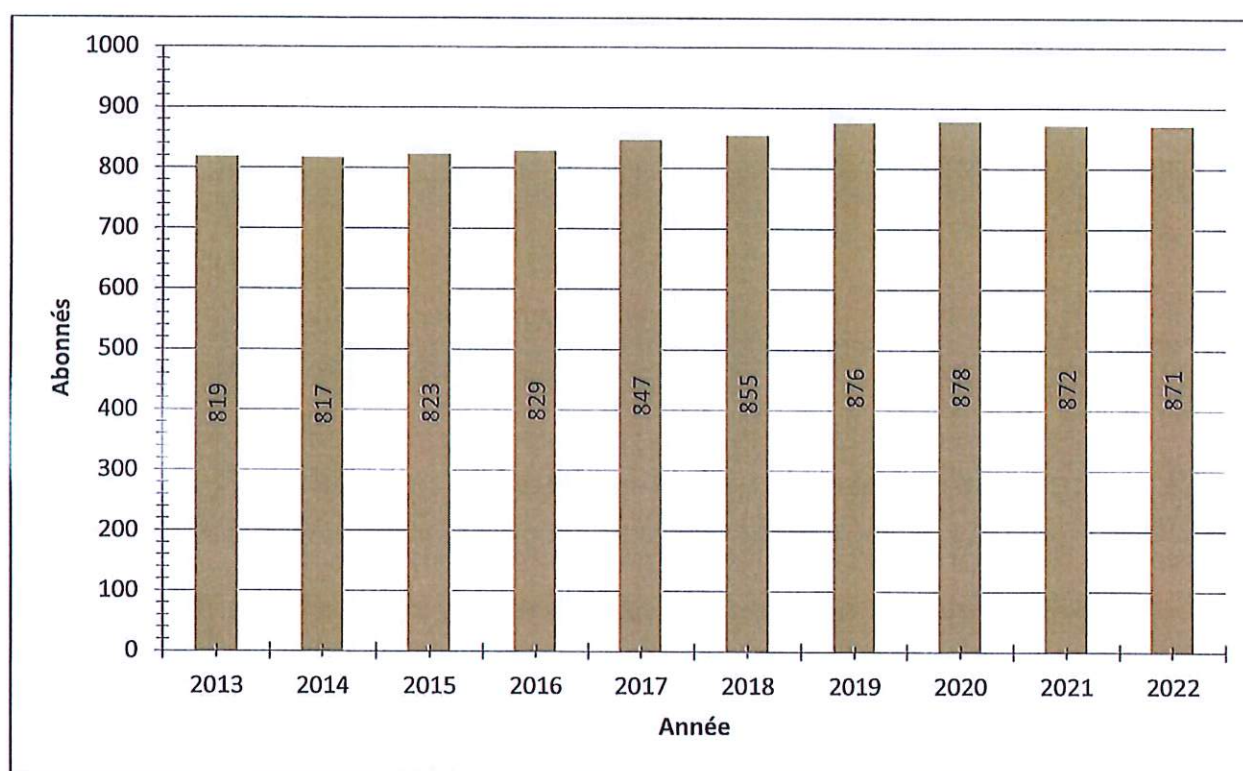
Sur la base des données transmises par la collectivité et le délégataire



1.4. Nombre d'abonnés et population desservie

En 2022, le service public d'assainissement collectif a desservi 871 abonnés représentant une population de 1 807 habitants ⁽¹⁾ (soit 2,07 habitants/abonné).

Nombre total d'abonnés en 2021	872 abonnés
Nombre total d'abonnés en 2022	871 abonnés
Dont abonnés domestiques en 2022	869 abonnés
Dont abonnés non domestiques en 2022	2 abonnés
Variation en %	-0,11 %



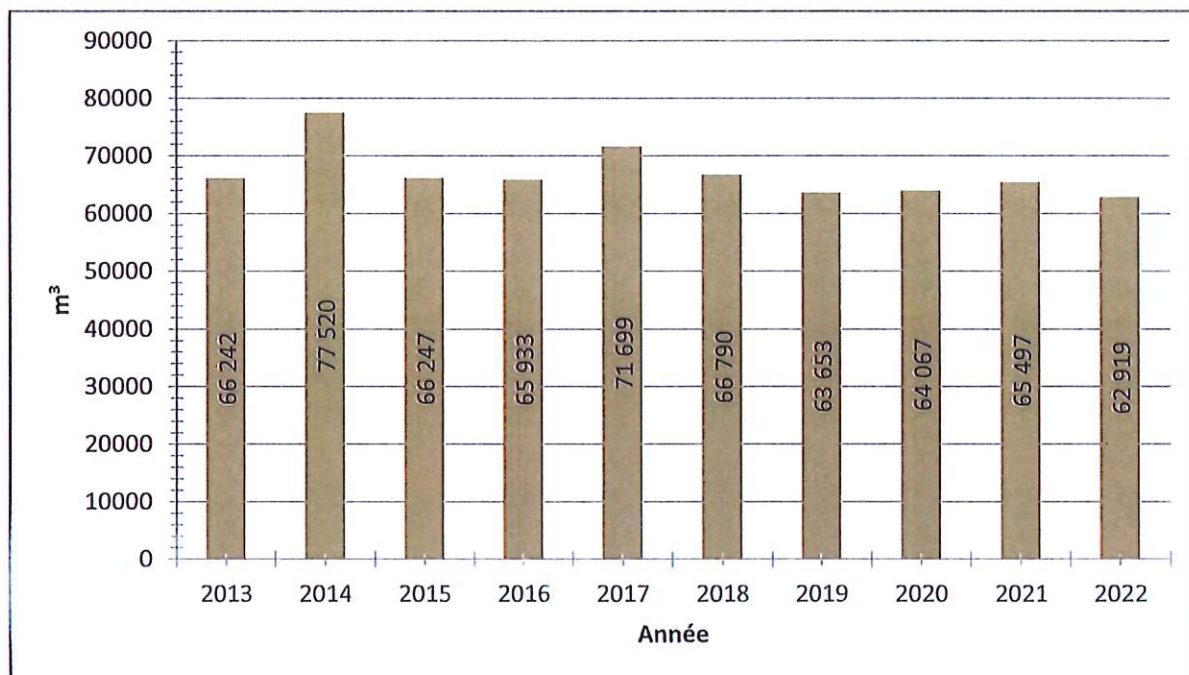
La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 40,60 abonnés/km pour l'année 2022.

1.5. Volumes facturés

	Volumes facturés en 2021 (m3)	Volumes facturés en 2022 (m3)	Variation en %
Abonnés domestiques (12)	63 288	62 377	-1,44

¹ Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

	Volumes facturés en 2021 (m3)	Volumes facturés en 2022 (m3)	Variation en %
Abonnés non domestiques	2 209	542	-75,46
Total des volumes facturés aux abonnés (sur 365 j)	65 497	62 919	-3,94



1.6. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)

Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de 2 en 2022 (2 en 2021)

Industriel	Date de signature	Date d'échéance
SCIC Abattoir	07/08/2012	07/08/2022
SA Garage GADRAT	04/10/2012	3 ans, puis reconduite par accord tacite tous les ans

² Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

1.7. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert

Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué (hors branchements) de :

- 0,00 km de réseau unitaire,
- 21,455 km de réseau séparatif d'eaux usées (dont 3,782 km de refoulement),

Soit un linéaire de collecte total de 21,455 km (21,61 km en 2021).

A noter que la conduite de rejet des eaux traitées de la station en direction de la Tude est constituée de 1,375 km de réseau (dont 574 m de refoulement).

1.8. Ouvrages d'épuration des eaux usées

Caractéristiques générales de la station :

Station	Commune d'implantation	Code Sandre	Filière de traitement	Capacité nominale STEU en EH (1)	Soumise à	Milieu récepteur du rejet
Station d'épuration "Le Bourg"	Chalais	0516073V002	Traitement biologique par Boues activées	3 400	APS 12 Avril 2013	la Tude

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

1.9. Boues et sous-produits de l'épuration (D203.0)

Boues évacuées (en tonnes de Matière Sèches)	Exercice 2021 en tMS	Exercice 2022 en tMS
Station d'épuration "Le Bourg" 0516073V002	12,60	33,20

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

2.1.1. Tarifs domestiques

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

TARIFS	1 ^{er} janvier 2022	1 ^{er} janvier 2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement annuel	16,75 €	17,10 €	2,09 %
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
Tranche unique	0,85 €/m³	0,87 €/m³	2,35 %
Part du délégataire			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement annuel	43,27 €	47,10 €	8,85 %
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
Tranche unique	1,198 €/m³	1,304 €/m³	8,85 %
Part proportionnelle - Autres tarifs (€ HT/m³)			
Redevance modernisation des réseaux de collecte	0,25 €/m³	0,25 €/m³	0,00 %
Taux de TVA (1)	10,00 %	10,00 %	0,00 %

(1) Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.

(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public

2.1.2. Tarifs autres

TARIFS	1 ^{er} janvier 2022	1 ^{er} janvier 2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement annuel	16,75 €	17,10 €	2,09 %
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
Tranche unique	0,85 €/m³	0,87 €/m³	2,35 %
Part du délégataire			
Part Fixe – Forfait (€ HT/an)			
Abattoir de Chalais	15 733,50 €	17 126,200 €	8,85 %
Part proportionnelle (€ HT/m³) *			
Abattoir de Chalais	1,1982 €/m³	1,3042 €/m³	8,85 %

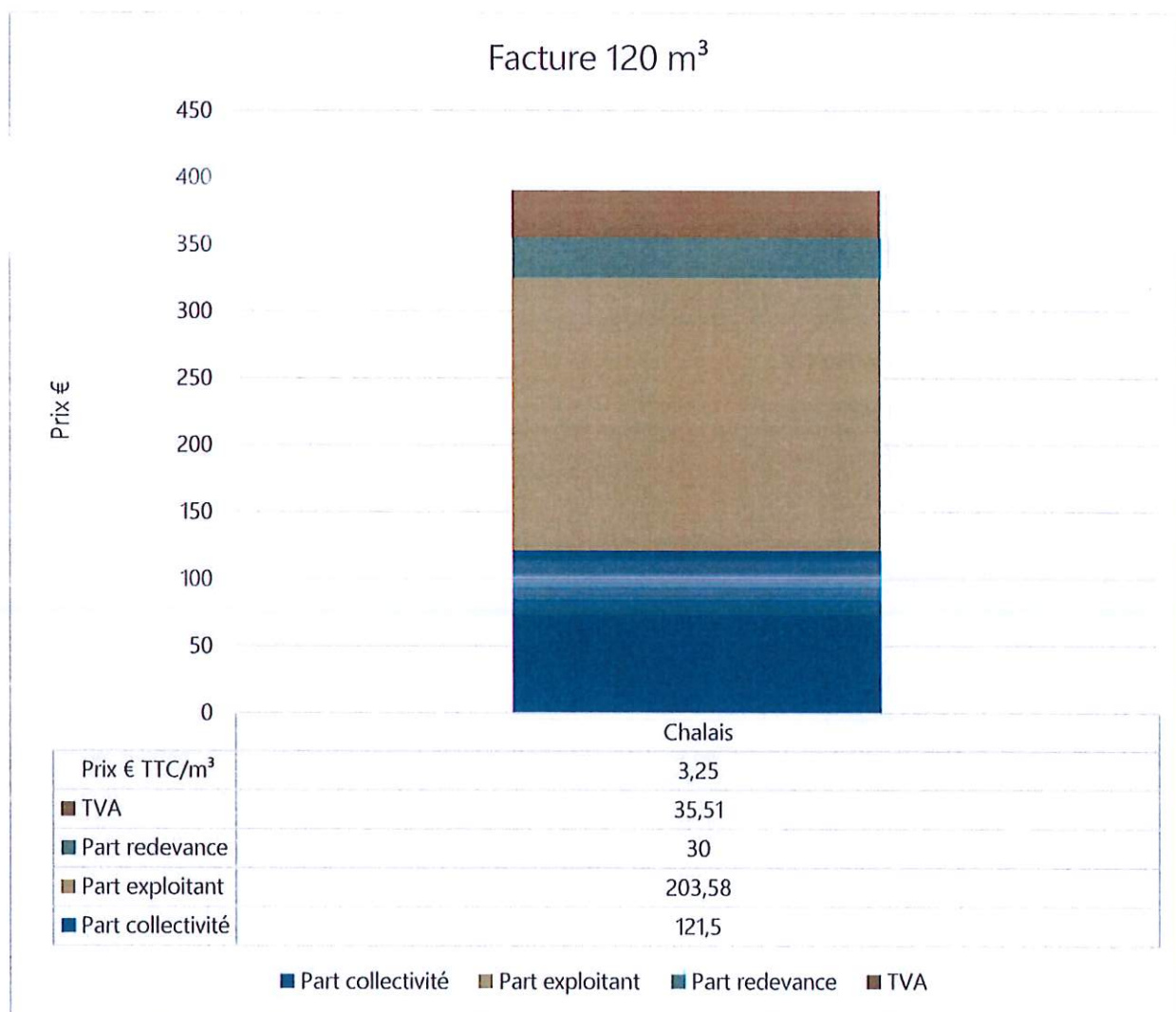
*La part proportionnelle est applicable au nombre de m³ supérieur à 10 000 m³

2.2. Facture d'assainissement type (abonnés domestiques)

Les tarifs applicables pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type	1 ^{er} janvier 2022	1 ^{er} janvier 2023
Part de la collectivité	118,75 € HT	121,50 € HT
Part du délégataire	187,03 € HT	203,58 € HT
Redevance de modernisation des réseaux de collecte	30,00 € HT	30,00 € HT
Taux de TVA	10,00 %	10,00 %
Montant de la TVA	33,58 €	35,51 €
Total HT	335,78 €	355,08 €
Total TTC	369,36 €	390,59 €

- Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence : 1
- Nombre de factures annuelles : 2



2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Redevance eaux usées usage domestique	66 832,17	67 792,85
<i>Dont abonnement</i>	143 060,10	14 778,72
Redevance eaux usées usage non domestique	4 180,01	2 227,20
<i>Dont abonnement</i>	2 346,54	1 766,50
Régularisations (+/-)	-7 750,57	-815,48
Total recettes de facturation	63 261,61	69 204,57
Prime de l'Agence de l'Eau	14 758,97	17 261,76
Total des autres recettes	14 758,97	17 261,76
Total des recettes	78 020,58	86 466,33

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Redevance eaux usées usage domestique	109 377,17	112 877,83
<i>Dont abonnement</i>	36 467,87	38 164,73
Redevance eaux usées usage non domestique	17 698,24	16 382,84
<i>Dont abonnement</i>	15 153,47	15 733,52
Régularisations (+/-)	-4 227,56	-
Total des recettes	127 075,41	129 260,67

Recettes pour le compte de tiers :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €
Agence de l'eau – Redevance modernisation des réseaux	15 822,00	15 594,25
Total des recettes	15 822,00	15 594,25

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)

Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de 100,00 (871 abonnés desservis sur 871).

3.2. Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (P253.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau de collecte renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

- Au cours de l'année 2022, il n'y a pas eu de linéaire de réseau renouvelé,
- Au cours des 5 dernières années, 0,23 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{Taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{Ln + Ln - 1 + Ln - 2 + Ln - 3 + Ln - 4}{5 * \text{linéaire du réseau}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées est donc de 0,21 %.

3.3. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)		
VP.250	Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement	oui : 10 points non : 0 point
VP.251	Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année	oui : 5 points non : 0 point
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points) (rappel : les 15 points de la partie A doivent avoir été obtenus pour bénéficier de points supplémentaires)		
VP.252 VP.253 VP.254	Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.252) et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées (VP.253) La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux (VP.254)	oui : 10 points non : 0 point
VP.253	De 1 à 5 points (VP.253) : Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux : • Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire • Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires • Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires • Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires • Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires	1 à 5 points sous conditions
VP.255	L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux • Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point • Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points • Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 points • Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points • Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points • Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points • Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points	1 à 15 points sous conditions
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points) (rappel : 40 points doivent avoir été obtenus globalement en partie A et B, pour pouvoir bénéficier de points supplémentaires)		
VP.256	Le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'allimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée	oui : 10 points non : 0 point
VP.256	Lorsque les informations disponibles sur l'allimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'allimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux	1 à 15 points sous conditions
VP.257	Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...)	oui : 10 points non : 0 point
VP.258	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées	oui : 10 points non : 0 point
VP.259	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item)	oui : 10 points non : 0 point
VP.260	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)	oui : 10 points non : 0 point
VP.261	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectués à leur suite	oui : 10 points non : 0 point
VP.262	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point
TOTAL		120

Points obtenus et valeur de l'indice par service :

Service	Nombre de points*													Total
	VP.250	VP.251	VP.252	VP.253	VP.254	VP.255	VP.256	VP.257	VP.258	VP.259	VP.260	VP.261	VP.262	
CHALAIS	10	5	10	5	oui	15	0	10	10	0	10	0	0	75

⇒ Indice de la collectivité pour l'année 2022 : 75

3.4. Conformités : collecte des effluents (P203.3), équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3), performance des ouvrages d'épuration (P205.3)

Ces indicateurs – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) s'obtiennent auprès des services de la Police de l'Eau. Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système collecte et de traitement des eaux usées

Station	Filière de traitement	Capacité (EH)	Conformité collecte (P203.3)	Conformité équipement (P204.3)	Conformité performance (P205.3)
Station d'épuration "Le Bourg"	Traitement biologique par boues activées	3 400	100	100	100

3.5. Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (P254.3)

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes / Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire

Station	Exercice 2021	Exercice 2022
	Conformité (%)	Conformité (%)
Station d'épuration "Le Bourg"	100	100



3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)

Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- Le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- La filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille

$$\text{Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation} = \frac{\text{TMS admis par filière conforme}}{\text{TMS total évacué par les filières}} * 100$$

Station	Taux de conformité (%)
Station d'épuration "Le Bourg"	100

- (1) L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

3.7. Indice de connaissance des rejets (255.3)

Partie A : 80 points nécessaires pour avoir les points des parties B et C		
A1	Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)	20 points
A2	Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)	10 points
A3	Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	20 points
A4	Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 21 Juillet 2015.	30 points
A5	Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 21 Juillet 2015.	10 points
A6	Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	10 points
Partie B :		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total		10 points
Partie C :		
Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage		10 points
TOTAL		120 points

Points obtenus et valeur de l'indice par service :

Service	Nombre de points*								Total
	A1	A2	A3	A4	A5	A6	Partie B	Partie C	
CHALAIS	20	0	0	0	10	0	0	0	30

⇒ **Indice de connaissance des rejets global pour l'année 2022 : 30**

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	16 389,00	69 790,00
Montants des subventions en €	0,00	20 808,00
Montants des contributions du budget général en €	0,00	48 982,00

Détail des études engagées :

Nature des travaux	Montant	Subventions
Etude diagnostique réseau assainissement	69 790,00	20 808,00

4.2. État de la dette du service

L'état de la dette au 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)	523 667,87	482 615,45
Montant en capital	40 036,84	41 052,42
remboursé en En intérêts	16 072,85	15 057,27
en €		

4.3. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **85 376,00 €** (85 376,00 € en 2021).

5. Tableau récapitulatif des variables et indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
Variables de performance			
VP.056	Nombre d'abonnés	872	871
VP.068	Volume facturé (m ³)	65 497	62 919
VP.077	Linéaire de réseau hors branchements (Km)	21,61	22,38
VP.119	Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (€)	385,01	55,15
VP.182	Encours total de la dette (€)	523 667,87	482 615,45
Indicateurs descriptifs des services			
DC.184	Montant des recettes liées à la facturation (€)	201 931,05	214 059,49
DC.185	Montant financier des travaux engagés (€)	16 389,00	69 790,00
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	1 807	1 807
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	2	2
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (TMS)	12,60	33,20
D204.0	Prix TTC (€) du service au m ³ pour 120 m ³	3,08	3,25
Indicateurs de performance			
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (%)	100	100
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	75	75
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	100	100
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	100	100
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	100	100
P206.3	Taux de boues évacuées selon des filières conformes (%)	100	100
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité (€/m ³)	0,0059	0,0009
P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (%)	0,00	0,00
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	4,14	4,47
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (%)	0,19	0,21
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (%)	100	100
P255.3	Indice de connaissance des rejets	30	30
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	8,87	7,86
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente (%)	9,27	5,85
P258.1	Taux de réclamations (%)	0,00	0,00